

Théorie et pratique du travaillisme

par Ralph MILLIBAND,

Professeur à la London School of Economic and Political Sciences (1).

★

La première remarque qui s'impose est d'ordre linguistique. C'est que l'équivalent du mot « travaillisme » n'existe pas en anglais. Le travaillisme se proclame socialiste. Et pourtant, c'est bien le mot français qui serre de plus près la nature réelle du mouvement ouvrier anglais et de son émanation politique, le Labour Party. De fait, mon exposé consistera en un examen des contradictions que reflète cette ambiguïté de langage.

A première vue, parler d'une théorie du travaillisme semble incongru. Dans un monde toujours plus idéologique, le travaillisme se proclame empirique, concret, pratique, ennemi des systèmes plus idéologue lui a toujours été suspect, et particulièrement au chef syndical qui se voit ancré dans une réalité quotidienne dont il reproche à l'idéologue de ne pas tenir suffisamment compte. Le travaillisme n'a jamais possédé un corps de doctrine officiellement établi ; il n'a guère connu de grandes querelles idéologiques où s'affronteraient des thèses nettes et bien définies. Il a toujours abrité les tendances et les opinions les plus diverses et même contradictoires. Mais ses conflits internes ont surtout pris la forme de controverses sur des questions d'ordre pratique.

Pourtant, cela ne signifie nullement qu'il n'y ait pas une théorie travailliste. Mouvement politique de première importance depuis de longues années, comptant un million de membres individuels et quelque huit millions de travailleurs qui y sont affiliés par l'entremise de leurs syndicats, il serait impossible au travaillisme de ne pas en avoir. Cette théorie est le plus souvent implicite, refoulée, cachée, mais elle existe. Elle existe surtout par antithèse, plus ou moins bien articulée, au marxisme et surtout à son prolongement dans le léninisme.

Il y a évidemment des marxistes d'un genre ou l'autre à l'intérieur du travaillisme. Mais ce ne

sont pas eux qui définissent sa doctrine. Au contraire, celle-ci se définit d'abord par un refus très net d'accepter certaines données fondamentales du marxisme et par le désir d'y substituer d'autres données qui se réclament d'autres traditions, d'autres vues du monde. A l'encontre de la social-démocratie continentale, le travaillisme n'a jamais été révisionniste au sens propre du mot pour la simple raison qu'il n'a jamais été marxiste. Il se veut tout à la fois socialiste et anti-marxiste. C'est exactement ce que voulaient les théoriciens du fabianisme vers la fin du siècle dernier. Il me faut donc tout d'abord tracer les grandes lignes de cette doctrine travailliste ; j'essayerai ensuite de décrire les rapports entre la théorie travailliste et sa pratique, particulièrement sa pratique gouvernementale.

Pour paradoxal que cela puisse paraître, c'est la suspicion même du travaillisme à l'égard de l'idéologie qui fournit la meilleure entrée en matière pour son analyse. Ce refus de l'idéologie indique que le Labour Party, depuis ses débuts sur la scène politique en 1900 jusqu'à nos jours, n'a jamais senti le besoin d'une conception autonome et distincte de la société, de l'Etat, de la dynamique sociale, des institutions politiques. Il a toujours cru pouvoir puiser ses vérités à des sources déjà exploitées, telles que l'éthique chrétienne, la théorie libérale de la société et de l'Etat, le radicalisme utilitaire anglais. Il a toujours cru pouvoir le faire parce qu'il ne s'est jamais senti en état d'émigration intérieure. Le travaillisme, dès l'abord, s'est senti intégré dans la société anglaise, par ses intérêts et donc par la pensée. Il ne s'est jamais senti révolutionnaire ; c'est pourquoi il a refusé toute vue du monde qui eût pu lui dicter une politique révolutionnaire.

(1) Communication faite le 26 novembre 1958.

Historiquement, le Labour Party ne représente pas la floraison politique d'une tradition socialiste anglaise vieille pourtant d'un siècle en 1900. Bien au contraire, il est un recul conscient par rapport à cette tradition socialiste. Il est le successeur immédiat de l'Independent Labour Party, fondé en 1893 et armé, lui, d'un programme économique et social de tendance nettement socialiste. Ce sont des membres dirigeants de l'Independent Labour Party qui, jugeant un tel programme incapable d'attirer les syndicats et la classe ouvrière, décidèrent d'encourager la formation d'un groupement politique basé sur les syndicats et ne se réclamant plus que d'objectifs immédiats et limités, mais acceptables à un syndicalisme foncièrement hostile au socialisme, et seulement à demi-émancipé, au tournant du siècle, de son allégeance traditionnelle au Parti Libéral.

Le travaillisme a évidemment évolué au cours de ce demi-siècle mais il n'a pas pour autant abandonné certaines des positions fondamentales de ses débuts. Au contraire, il leur est resté remarquablement fidèle.

A la conférence inaugurale, en 1900, du Labour Representation Committee, qui deviendra le Labour Party en 1906, les 129 délégués, pour la plupart syndicalistes, représentaient quelque 570.000 travailleurs ; ils furent appelés à décider si le nouveau groupement se réclamerait de la doctrine de la guerre des classes comme le voulait une infime minorité de délégués marxistes. Ils repoussèrent cette demande à la presque unanimité. En 1907, le travaillisme était admis à rester au sein de l'Internationale socialiste par une formule de compromis, inventée par Karl Kautsky, selon laquelle le mouvement travailliste était dit pratiquer la guerre des classes, tout en refusant de la proclamer. Kautsky eût pu ajouter que la social-démocratie continentale proclamait la guerre des classes, sans vouloir la pratiquer. Mais même la formule de Kautsky était inexacte pour le travaillisme d'avant 1914, et l'est restée par après.

Le travaillisme reconnaît — il ne pourrait faire moins — que des conflits surgissent entre employeurs et ouvriers, que ces derniers forment une classe dont les intérêts, *dans certains domaines*, sont en contradiction avec les intérêts des classes possédantes, qu'il y a donc souvent lutte à caractère de classe en société capitaliste. Ce qu'il nie, c'est que ce soit là le phénomène-clé de la poli-

tique, par lequel doit se définir toute la stratégie et même toute la tactique du mouvement ouvrier. La politique n'est donc pas pour le travaillisme la guerre civile menée sous un autre nom ; les conflits sociaux ne sont pas des engagements dans une campagne qui doit, à plus ou moins longue échéance, se terminer dans un dénouement révolutionnaire. Au contraire, il lui a toujours semblé possible, et même désirable, d'arriver à des compromis sincères, de collaborer avec des adversaires qui ne sont pas, ou pas nécessairement, des ennemis. Et puisque la société capitaliste n'est pas irrémédiablement divisée entre classes que sépare un fossé infranchissable, il est possible de concevoir un « intérêt national » qui dépasse l'intérêt de classe, qui peut s'y opposer, et qui doit lui être préféré. Cette notion est fondamentale au travaillisme et nous la retrouverons par la suite.

Le Labour Party ne veut pas être un parti de classe. Mais c'est la classe ouvrière qui constitue toujours son principal et fidèle appui, et c'est l'amélioration du sort de la classe ouvrière qu'il met à l'avant plan de son programme. C'est cette amélioration, dans tous les domaines, qui constitue pour lui la condition essentielle d'une société meilleure. Jusqu'en 1918, le travaillisme n'avait que des objectifs limités et demandait des réformes partielles et immédiates. Après cette date, dans le climat engendré par la guerre et la révolution russe, il se proclama parti socialiste. Il nia vouloir seulement réformer le capitalisme, mais prétendit au contraire l'abolir et créer une société socialiste basée sur la mise en commun des moyens de production, de distribution et d'échange.

Mais cette transformation littéralement révolutionnaire de la société, le travaillisme a continué à l'envisager comme lente, graduelle et progressive. Il a élargi ses objectifs, mais il n'a pas pour autant changé sa stratégie.

Dans cette perspective, les réformes partielles, même minimales, ne sont pas seulement des palliatifs d'importance secondaire ; ce sont des jalons vers une société plus juste, plus égale, plus fraternelle, en un mot une société socialiste. Le travaillisme recèle donc une vue optimiste de progrès social lent mais continu. Il n'a jamais cru à la théorie de la paupérisation absolue ; il ne s'est que peu préoccupé de celle de la paupérisation relative. Il n'aime pas le capitalisme, ni les valeurs éthiques d'une société capitaliste. Mais il ne voit pas cette

société en proie à des contradictions insolubles. C'est une des raisons pour lesquelles il adhère à ce que Harold Lasky appelait le socialisme géologique.

De toute manière, l'évolution vers le socialisme ne peut qu'être lente, d'après le travaillisme, parce que la société, y compris la classe ouvrière, n'évolue que lentement, et qu'il ne peut être question de faire quoi que ce soit sans l'assentiment d'une majorité, qui n'est pas seulement mathématique, de l'électorat. C'est là une autre donnée fondamentale à laquelle le travaillisme a toujours été fidèle : la société socialiste ne doit pas seulement être démocratique, mais on ne doit s'en approcher que par des moyens démocratiques. Et pour le travaillisme, ceci revient à dire qu'elle ne peut se faire, cette société, que par la voie du parlementarisme, c'est-à-dire d'après un mécanisme politique que le travaillisme n'a pas créé, mais qu'il accepte sans réserve.

Il est impossible de comprendre le mouvement ouvrier britannique sans saisir l'importance du facteur parlementaire en Grande-Bretagne. Ce pays vit sous le régime parlementaire ininterrompu depuis le coup d'état de 1688, que les Anglais appellent la Glorieuse Révolution. Ce parlementarisme n'a été, pour la plus grande partie de son histoire, aucunement démocratique. Mais il a assimilé des transformations profondes dans la vie anglaise et tempéré les secousses qu'elles eussent pu produire ; il s'est ouvert aux représentants de nouvelles couches sociales ; il a été l'instrument de réformes importantes pour la classe ouvrière, même lorsque celle-ci n'était pas directement représentée à la Chambre des Communes. Il était clair, dès 1900, que l'introduction du suffrage universel ne pourrait être longtemps retardée ; il fut effectivement instauré ou presque, en 1918. Il fut donc extrêmement aisé au travaillisme de voir dans la Chambre des Communes l'instrument éprouvé de l'émancipation ouvrière.

Mais il y a au sein du travaillisme plus qu'une conviction que tout est possible par le Parlement ; il y a aussi la conviction que rien ne doit se faire, politiquement parlant, en dehors du Parlement, encore moins contre lui. D'où l'hostilité prononcée du travaillisme avant 1914 à l'égard du syndicalisme révolutionnaire, et même du syndicalisme tout court ; d'où aussi, du moins en partie, son hostilité envers les mouvements communistes.

Le travaillisme s'est toujours opposé à la grève dite politique comme moyen de pression sur la Chambre des Communes. Il a toujours combattu les velléités extra-parlementaires de ses militants. Il y a réussi sans grand mal.

Il n'y a qu'une exception, d'ailleurs remarquable, à cette attitude. En août 1920, le gouvernement Lloyd George semblait disposé à lancer la Grande-Bretagne dans une guerre contre l'Union Soviétique aux côtés de la Pologne. Le parti travailliste, unanime et depuis longtemps hostile à l'attitude du gouvernement envers la Russie, réagit avec exceptionnelle vigueur et, appuyé par le mouvement syndical, avertit le gouvernement « qu'une telle guerre serait un crime intolérable contre l'humanité et que toute la puissance économique des ouvriers syndiqués serait employée pour faire échec à cette guerre ». Le Labour Party demanda à ses membres de se tenir prêts à cesser le travail sur ordre de ses dirigeants ; et des manifestations furent organisées dans tout le pays par des Conseils d'Action, dirigés par un Conseil d'Action central, groupant les chefs syndicalistes et politiques du mouvement ouvrier.

La crise s'apaisa rapidement et la possibilité d'une épreuve de force avec le gouvernement s'évanouit. Il n'est pas sûr que les chefs travaillistes aient pesé toutes les conséquences de leur attitude, et il est impossible de dire jusqu'où ils seraient allés si la guerre avait éclaté. Le climat politique, social et économique de l'après-guerre et les amères désillusions de ces années servent à expliquer cet épisode de l'histoire travailliste. Il est resté sans lendemain et il est presque inconcevable que le travaillisme, de plus en plus attaché aux formes constitutionnelles, puisse, ou veuille le répéter. Les chefs syndicaux et politiques du travaillisme furent entraînés en 1926 dans une grève générale de solidarité avec les mineurs. Cette grève générale, ils ne la voulaient pas et ils avaient tout fait pour l'éviter. Et l'accusation à laquelle ils furent le plus sensible, c'est que cette grève était « inconstitutionnelle ». L'un des chefs travaillistes les plus en vue à l'époque, J.H. Thomas, disait à la Chambre des Communes, en niant que la grève fût une attaque à la Constitution, « je n'ai jamais voulu cacher que s'il y avait défi à la Constitution, malheur à nous si le Gouvernement ne l'emportait pas ». Presque tous les chefs travaillistes partageaient ce sentiment. Il

n'est pas étonnant dans ces conditions que la grève générale qui fut remarquablement suivie par les ouvriers dans tout le pays, se termina par une capitulation totale, sauf pour les mineurs, qui continuèrent seuls la lutte durant des mois.

Aucune action des gouvernements conservateurs des années suivantes, soit dans le domaine de la politique intérieure, soit en politique étrangère, ne provoqua la moindre tentative de grève politique. Et toute idée de ce genre fut immédiatement écartée par la direction travailliste lors de l'expédition de Suez, malgré son opposition à cette aventure. Ceci revient à dire que le parti travailliste veut se confiner dans le jeu parlementaire ; que l'Opposition de Sa Majesté est « responsable », « loyale », « constructive ».

Ce parlementarisme travailliste s'appuie sur la conviction qu'une majorité parlementaire, découlant du suffrage universel, doit être respectée, qu'elle soit conservatrice ou travailliste. Elle implique aussi l'idée que tous les rouages de l'Etat seront à la disposition d'un gouvernement travailliste soutenu par une majorité parlementaire, et décidé à mettre en application un programme socialiste. Elle signifie encore, cette idée, que les grandes puissances industrielles et financières se soumettront, bon gré, mal gré, à la volonté gouvernementale et parlementaire, même si cette volonté devait léser leurs intérêts, même si elle devait menacer leur existence. Le travaillisme admet parfois que ce pourrait ne pas être le cas dans d'autres pays et sous d'autres climats. Mais l'idée que l'Angleterre est unique à cet égard comme à tant d'autres n'est pas pour déplaire aux Anglais, travaillistes ou non. Elle fait partie de leurs convictions les plus intimes.

Il est vrai que le travaillisme a de temps à autre eu des doutes quant au *fair play* des grands intérêts capitalistes vis-à-vis d'un gouvernement travailliste. Mais il a toujours pensé que les résistances d'un genre ou l'autre qu'il pourrait rencontrer de leur part pourraient être maîtrisées dans le cadre parlementaire et constitutionnel.

Certains idéologues du parti ont émis des doutes plus graves sur l'optimisme constitutionnel travailliste. Ce fut surtout le cas dans les années trente, après la chute du gouvernement MacDonald en 1931 dans des circonstances particulièrement pénibles pour le parti travailliste, et lors de la montée du fascisme en Europe, consi-

déré comme la réponse ultime des classes dirigeantes à un parlementarisme devenu vraiment dangereux.

Mais il est à remarquer que la plupart de ces idéologues, tout en exprimant ces doutes, n'ont pas prôné une stratégie extra-parlementaire. Ils ont demandé de la vigilance et de la fermeté, mais ils ont dit aussi : « Messieurs les conservateurs, tirez les premiers ».

L'ensemble du Labour Party et des syndicats, il faut le dire, est resté assez indifférent à ces considérations. En fait, plus la démocratie parlementaire semblait menacée en Europe, plus le travaillisme s'est présenté comme son champion. Et il est intéressant de constater que le travaillisme n'a jamais prôné de réformes profondes dans le mécanisme constitutionnel. La seule grande institution qu'il ait jamais vu d'un œil vraiment hostile, c'est la Chambre des Lords et son principe héréditaire. Il a parfois dit qu'il voulait l'abolition de cette « forteresse des privilèges et de la propriété » ou sa réforme fondamentale. Il s'est contenté après 1945 de réduire encore plus ses pouvoirs. Et il m'est à peine besoin de dire que sa foi en une monarchie constitutionnelle ne le cède en rien à celle des conservateurs.

Même les doutes exprimés avant 1939 n'ont pas survécu à la guerre et à la venue au pouvoir, en 1945, d'un gouvernement travailliste, assuré, pour la première fois, d'une majorité parlementaire. En effet, la conduite du parti conservateur durant cette période de régime travailliste fut parfaitement constitutionnelle et les institutions fonctionnèrent normalement. Le gouvernement Attlee obtint la collaboration de l'administration, de l'armée, de la monarchie, de la Chambre des Lords, et même, sauf en ce qui concerne la nationalisation des aciéries, de l'industrie. Cette expérience a dissipé la crainte exprimée avant guerre que le parlementarisme pourrait se révéler incapable de transformer la Grande-Bretagne en une société socialiste. Cette appréciation ne serait toutefois valable que si le gouvernement travailliste des années 1945-1951 avait réellement commencé ce processus de transformation fondamentale de la société qui est inscrit au programme du Labour Party. Ceci m'amène à examiner comment le travaillisme entend réaliser cette transformation et ce qu'il a fait dans la réalité.

Il convient tout d'abord de souligner l'importance qu'attache le travaillisme au rôle des syndicats dans l'exécution de sa politique. Parti issu du mouvement syndical, et organiquement lié à lui, le Labour Party s'est naturellement toujours posé en champion des droits syndicaux. L'un des premiers actes du gouvernement Attlee après 1945 fut de supprimer les restrictions légales imposées à l'action syndicale par un gouvernement conservateur au lendemain de la grève générale de 1926. Il n'en reste pas moins que ce même gouvernement, comme ses prédécesseurs en 1924 et 1929-31, n'a pas hésité à briser certaines grèves, par exemple en remplaçant les grévistes par les soldats, lorsque ces grèves semblaient devoir mettre en danger le fonctionnement de certains services publics et léser « l'intérêt national ». Dans ce domaine comme dans les autres, le travaillisme a ce que les conservateurs aiment appeler « le sens de l'état ».

Mais dans une perspective plus large, le travaillisme a toujours voulu voir l'Etat reconnaître le droit des syndicats à être consultés sur les questions de politique économique et sociale. Les relations entre un gouvernement travailliste et le Trades Union Congress, l'organisme fédéral des syndicats, ont toujours été étroites et cordiales. C'est d'ailleurs sur les chefs du syndicalisme que le gouvernement travailliste d'après-guerre s'est appuyé pour freiner les poussées de revendications de salaire, jugées dangereuses pour sa politique économique dans les circonstances de l'époque. Les relations des syndicats avec un gouvernement conservateur sont moins étroites et moins cordiales ; en conclure qu'il n'est pas de collaboration possible entre les deux serait se méprendre sur le caractère du mouvement syndical britannique.

Le travaillisme a toujours rêvé d'une société plus égale à tous points de vue. Il a envisagé sa réalisation par diverses voies. Tout d'abord, la société doit, dans la pensée travailliste, garantir à tous ses membres un certain niveau minimum de bien-être, et doit surtout le faire par l'intermédiaire de l'Etat. Ce dernier doit résoudre les problèmes du logement ; la santé, l'enfance et la vieillesse doivent être au premier rang de ses préoccupations. Il doit, en bref, être *Welfare State*, l'Etat-Providence. Le travaillisme n'a évidemment pas inventé le *Welfare State* ; le Labour

Party n'est pas le seul parti à avoir prôné l'extension des services sociaux. Mais il a toujours été plus conscient que les autres grandes formations politiques de leur nécessité et de la nécessité de leur accroissement. C'est surtout grâce à lui que le principe du *Welfare State* est solidement ancré dans la vie britannique de nos jours.

Ceci dit, il est nécessaire d'ajouter que le gouvernement travailliste d'après-guerre, pour ne pas parler des deux gouvernements travaillistes minoritaires de 1924 et 1929-31, est loin d'avoir fait preuve d'extravagance dans ce domaine ; on pourrait même dire que c'est dans la direction contraire qu'il s'est orienté. De plus, les services sociaux dont elle jouit, c'est la classe ouvrière qui les finance, et de récentes études ont démontré que les classes aisées n'ont pas moins bénéficié de l'aide de l'Etat que la classe ouvrière. Après une période d'euphorie durant laquelle il a attribué un caractère quasi révolutionnaire aux réalisations du *Welfare State*, le travaillisme redécouvre, pour ainsi dire, la pauvreté en Grande-Bretagne, voire même l'indigence, sans pouvoir honnêtement attribuer la pleine responsabilité du phénomène à la politique des gouvernements conservateurs au pouvoir depuis 1951.

Mais ce n'est pas seulement la pauvreté que le travaillisme a redécouverte ; c'est aussi la richesse. Je veux dire par là qu'il apparaît de plus en plus clair que la redistribution des revenus — un objectif de première importance dans le programme du parti — n'a que très peu progressé sous l'administration travailliste, et la redistribution de la propriété et du capital privé encore moins. Dans ce domaine, la Grande-Bretagne reste un pays fort inégalitaire, où 1 % de personnes possèdent 50 % du capital privé, où 10 % en possèdent 80 %, et où 61 % de la population ne possèdent que 5 % du capital privé. Pourtant, il y a très peu dans le programme qu'a élaboré le Labour Party au cours de ces dernières années, où il s'est trouvé dans l'opposition, pour suggérer qu'un futur gouvernement travailliste chercherait, dans la pratique, à transformer ces données de manière déterminante.

On trouve une autre preuve de l'hésitation du Labour Party à entamer directement les structures de classe traditionnelles si l'on considère sa politique sur l'éducation. En cette matière, à laquelle il a également toujours accordé une

grande importance. Le Labour Party affronte un double problème. Le premier, c'est qu'il n'y a jamais eu et qu'il n'y a pas encore assez d'écoles, de maîtres, d'équipement, de bourses d'études. Le second, c'est que les différences de fortune et de condition des parents se traduisent encore par des différences extrêmement marquées dans les possibilités d'éducation des enfants de parents ouvriers et de celles des enfants nés dans les classes aisées. Certes, il s'est produit une certaine démocratisation de l'éducation anglaise. Mais elle reste bien en deçà du rêve travailliste d'un système où les différences seraient uniquement fonction des capacités et des aptitudes.

Le symbole du caractère de classe de l'éducation anglaise reste évidemment les grandes *public schools* telles que Eaton, Harrow, Winchester ou Rugby, où ont traditionnellement été formées les futures élites. Ces écoles privées ne sont accessibles qu'à une infime minorité. Elles ne créent pas les différences de classes, mais elles servent à les accentuer. Pour un nombre très considérable de travaillistes, elles sont une bête noire de taille imposante.

Pourtant, la Conférence annuelle du Labour Party a décidé en 1958, à une très mince majorité il est vrai, de suivre les conseils de la direction du parti sur la question, c'est-à-dire de ne pas charger un futur gouvernement travailliste de porter atteinte aux *public schools*. Bien des motifs sans doute expliquent cette attitude. Mais non le moindre, semblerait-il, est que la direction du parti craint de créer des antagonismes très profonds dans des couches importantes de la société en s'attaquant à une institution enracinée dans la vie et la culture anglaise. Bien plutôt, la direction du parti voudrait très graduellement abolir la distinction entre les *public schools* et l'enseignement public secondaire en relevant le niveau de ce dernier. Cette stratégie est assez typique de la pensée travailliste.

Pour ce qui est de la vie économique et de ses problèmes, vus sous l'angle travailliste, le Labour Party a toujours été profondément convaincu de la nécessité d'une intervention poussée de l'Etat. Il a toujours pensé et proclamé que, livré à lui-même, le capitalisme n'est pas seulement injuste, mais inefficace, qu'il n'est pas capable d'utiliser au mieux ses forces de production et d'assurer le plein emploi à la classe ouvrière. Le chômage

massif et chronique qu'a connu la Grande-Bretagne entre les deux guerres ne pouvait que renforcer cette conviction.

Or, cette volonté d'intervention, de guider, de contrôler la vie économique, surtout par des méthodes d'inspiration keynesienne, est aussi destinée à *aider* la bonne marche du capitalisme. L'Etat, dans un système à base capitaliste ne peut en être l'ennemi. Il ne peut qu'être son allié, plus ou moins gênant. Il doit collaborer avec l'industrie, et les industriels, avec la finance, et les financiers ; il doit, comme on dit, « mériter leur confiance ». C'est là une perspective que le travaillisme envisage avec équanimité, et c'est ce qu'il a toujours cherché à faire lorsqu'il s'est trouvé à la tête des affaires. En pratique, il a toujours voulu acquiescer le bon vouloir des grands intérêts industriels et financiers et les persuader de collaborer à la politique gouvernementale. Un gouvernement travailliste accepte de payer cette collaboration ; et il n'est pas du tout sûr que le gouvernement Attlee après la dernière guerre ne l'ait pas payée plus cher qu'il n'a payé la collaboration syndicale.

Mais il reste évidemment la question des nationalisations. Comme il a été dit plus haut, il y a plus de quarante ans que le Labour Party a solennellement déclaré ne pas vouloir seulement réformer et humaniser l'économie capitaliste, mais l'abolir et la remplacer par une économie collectiviste. Ce programme, le travaillisme n'y a jamais formellement renoncé. Et pour beaucoup de militants travaillistes, c'est ce qui le distingue réellement des autres grands partis politiques et qui en fait un parti socialiste.

Ce n'est un secret pour personne que cet idéal collectiviste est très loin d'être partagé par la direction actuelle du Labour Party, y compris bon nombre de chefs syndicaux. Cette différence, qui demeure fondamentale, entre la droite et la gauche du travaillisme, resta plus ou moins bien masquée après 1945, l'accord s'étant fait sur la nécessité, sinon sur les modalités, d'un nombre de nationalisations. Le gouvernement Attlee nationalisa les mines, le gaz, l'électricité, les chemins de fer, les transports routiers et même, mais non sans grande hésitation, les aciéries ; soit un cinquième à peu près de l'économie.

Il y a deux manières d'envisager ces nationalisations : comme les premiers jalons sur la route

de la collectivisation de l'économie ; ou bien comme un programme maximum, ou presque.

Il semble avéré que cette deuxième conception est bien celle de la direction du parti. Sauf pour la renationalisation des aciéries et des transports routiers, que les conservateurs rendirent à l'industrie privée après 1951, elle envisage tout au plus l'achat par l'Etat d'actions de certaines firmes, mais non pour s'en assurer le contrôle ; et un futur gouvernement travailliste, nous dit-on, pourrait également nationaliser telle firme ou industrie « qui ne servirait pas efficacement le pays ». L'adoption de ce critère négatif démontre assez bien le manque d'enthousiasme de la direction travailliste pour toute idée de nouvelles nationalisations.

La notion de démocratie industrielle et de gestion ouvrière est, elle aussi, inscrite au programme travailliste depuis 1918. Son application dans la pratique n'a jamais été sérieusement considérée ni par l'aile politique ni par l'aile syndicale du Labour Party.

Tout ceci revient à dire, me semble-t-il, que le travaillisme, quels que soient ses buts théoriques, est, dans la pratique, bien installé dans un régime de capitalisme étatisé, dont il veut assumer la gérance et faire bénéficier la classe ouvrière.

Le travaillisme n'a jamais été indifférent aux grandes questions de politique coloniale et étrangère, mais ce n'est que depuis la première guerre mondiale que le Labour Party s'est vu forcé de leur accorder un réel intérêt. Pourtant, parler d'une théorie travailliste en ces matières serait une exagération ; il y a plutôt certaines tendances dominantes, certains principes directeurs, suffisamment généraux pour permettre la réconciliation de vues diverses et parfois contradictoires.

Pour ce qui est des questions coloniales, le Labour Party a toujours abrité des courants d'idées fort différents. À un extrême, on rencontre une opposition profonde à l'idée coloniale en soi et aussi un sentiment de culpabilité à l'égard des populations mises sous tutelle ; à l'autre extrême, on trouve des attitudes qui se distinguent à peine de la pensée impériale classique.

Mais dans son ensemble, le travaillisme a généralement exprimé une hostilité nuancée à la notion d'Empire et a voulu voir l'Empire se transformer, graduellement, en Commonwealth, c'est-à-dire en

un complexe de nations politiquement indépendantes mais faisant partie, si possible, du Commonwealth britannique.

Les deux gouvernements travaillistes minoritaires de l'entre-deux guerres poursuivirent une politique coloniale fort peu différente de celle des conservateurs. Le gouvernement travailliste qui vint au pouvoir en 1945, d'autre part, reconnut sans équivoque le droit à l'indépendance de l'Inde, de la Birmanie et de Ceylan. Ce processus de transformation qu'il inaugura a d'ailleurs été continué depuis sous le régime conservateur par l'octroi de l'indépendance politique à la Malaisie et au Ghana, tandis que l'indépendance politique est promise au Nigéria pour 1960.

Pourtant, le travaillisme n'accepte pas, sans certaines conditions préalables, la notion d'indépendance des territoires coloniaux qui restent sous tutelle du Ministère britannique des Colonies. Dans certaines colonies dites multi-raciales, comprenant d'importantes minorités ethniques, il est, dit le Labour Party, d'abord essentiel de créer des conditions où l'indépendance ne mènerait pas à l'asservissement de ces minorités. Ces conditions semblent assez vagues mais elles impliquent, avant tout transfert de pouvoir, la création d'institutions et d'un « climat social » d'où serait exclue la discrimination raciale. Une autre condition au transfert de pouvoir, c'est la mise en place préalable d'institutions représentatives se rapprochant autant que possible du régime parlementaire, et aussi la création d'une élite locale qui semblerait pouvoir garantir la perpétuation de telles institutions. Le travaillisme veut empêcher qu'un territoire colonial ne tombe sous l'influence communiste. C'est, entre autres, pourquoi le gouvernement Attlee a mené une guerre acharnée contre les communistes en Malaisie. C'est aussi pourquoi le Labour Party a approuvé, en 1953, la suspension temporaire par un gouvernement conservateur de la Constitution de la Guinée britannique, après qu'une élection générale ait donné une majorité écrasante à des leaders politiques en qui ni conservateurs ni travaillistes n'avaient confiance.

Il y a aussi le fait économique. D'une part, le travaillisme est profondément conscient de l'immense pauvreté des territoires coloniaux et il voudrait les aider à relever leur niveau de vie. C'est pourquoi il préconise une aide accrue aux

colonies, directement et aussi par l'entremise des Nations-Unies. D'autre part, le travaillisme ne veut pas voir fondamentalement léser dans leurs intérêts les grandes compagnies britanniques des territoires coloniaux. Le maintien de ces intérêts et le développement économique des territoires coloniaux ne sont pas nécessairement compatibles. Mais le problème, en ce qui concerne le Labour Party, n'est pas à l'ordre du jour.

En matière de politique internationale, notons d'abord que l'idée de la solidarité internationale ouvrière est ancrée dans le mouvement ouvrier anglais depuis ses débuts. C'est en 1836 que le chartiste anglais William Lovett envoyait, de la part de la *London Working Men's Association*, un message fraternel à des ouvriers belges et leur exprimait sa conviction que les ouvriers de tous les pays étaient solidaires contre une oppression commune.

Cette tradition internationaliste, le travaillisme l'a héritée et, comme tous les partis ouvriers avant 1914, il y voyait le meilleur obstacle contre la guerre. Cette illusion la vraie grande illusion — s'effondra en 1914, lorsque le travaillisme, sauf pour une petite minorité, approuva l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne et soutint l'effort de guerre jusqu'au bout. Et c'est du fait de la guerre que des représentants du travaillisme furent appelés pour la première fois à prendre place au sein du gouvernement.

L'opposition à la guerre fut surtout de caractère pacifiste. Il y a toujours eu une minorité de pacifistes intégraux dans le Labour Party. Elle a toujours joui d'un certain respect. Son influence pratique est restée minime.

Pourtant, le travaillisme a toujours voulu voir les relations internationales sous un angle moral, qui doit dépasser des considérations purement nationales. Il voudrait voir la politique étrangère appuyée sur des principes solides, tel que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il est profondément hostile au recours à la force et à la violence pour régler les litiges internationaux. Il a cru à la Société des Nations et croit aux Nations-Unies. Le Labour Party s'est opposé à l'expédition de Suez non seulement parce que ses chances de réussite étaient faibles ou qu'elle risquait de provoquer un conflit beaucoup plus vaste, mais surtout parce qu'elle semblait incapable d'être justifiée moralement. Dans une situation

comparable, en 1950, lors de la nationalisation des champs de pétrole iraniens, un gouvernement travailliste a préféré recourir à l'arbitrage.

Cet exemple appelle une autre remarque. Le travaillisme est très conscient de la force des grands mouvements nationalistes ou plutôt social-nationalistes qui déferlent sur le monde depuis la fin de la guerre, surtout au Moyen-Orient. Il n'a guère de sympathie pour la forme qu'empruntent leurs régimes, mais il voudrait les concilier et même les aider. Cela, sans pour autant vouloir sacrifier les intérêts britanniques dans cette région du monde, surtout en ce qui concerne le pétrole.

Il reste enfin la grande guerre civile internationale de nos jours, le conflit Est-Ouest.

Les travaillistes déplorent évidemment la guerre froide et la course aux armements. Mais il me semble impossible de prétendre qu'ils ont, à cet égard, développé une politique vraiment distincte de celle de leurs adversaires politiques conservateurs.

Le Labour Party a, tout de suite après la guerre, repoussé toute idée de troisième force et de neutralisme. C'est un Ministre des Affaires Étrangères travailliste, Ernest Bevin, qui s'est fait l'un des principaux architectes de l'Alliance Atlantique et de l'OTAN. Le Labour Party en a fait la pierre d'achoppement de sa politique étrangère. Parti traditionnellement attaché au désarmement, c'est lui ou plutôt c'est un gouvernement issu de ses rangs qui a lancé la Grande-Bretagne dans un effort massif de réarmement, auquel il a sacrifié nombre d'objectifs de politique intérieure. Rejetés dans l'Opposition en 1951, ses chefs ont fidèlement soutenu le réarmement de l'Allemagne fédérale et ont persuadé leur parti, mais d'extrême justesse, de les suivre. Il est vrai qu'ils prônent à présent le désengagement en Europe Centrale. Le Labour Party prône aussi l'arrêt des essais nucléaires, mais sa direction se refuse à promettre qu'un gouvernement travailliste abandonnerait unilatéralement la production d'engins nucléaires ou ordonnerait la destruction des stocks existants.

Les travaillistes ont souvent déploré et cherché à modifier tel ou tel aspect de la politique étrangère de Washington, particulièrement à l'égard de la Chine communiste, qu'un gouvernement travailliste a reconnue dès 1950. Le Labour Party voudrait rechercher toutes les possibilités d'entente avec le bloc communiste. Mais en dernière

analyse, il reste que le travaillisme jusqu'à présent ne s'est montré capable que de très peu de nouvelles initiatives pour mettre fin, ou même atténuer le conflit Est-Ouest.

Il me faut, avant de conclure, aborder très sommairement les problèmes de la structure interne du travaillisme et des conflits entre la théorie et la pratique dans ce domaine.

Le groupe parlementaire conservateur s'est acquis un mouvement de masse longtemps après sa formation en tant que parti parlementaire. Le groupe parlementaire travailliste, lui, est l'émanation du mouvement ouvrier anglais. Ceci explique, du moins en partie, pourquoi le mouvement de masse du parti conservateur a toujours accordé une réelle autonomie à ses chefs politiques, tandis que le mouvement de masse travailliste a toujours voulu limiter la liberté d'action de ses représentants politiques et a souvent prétendu lui dicter son attitude à la Chambre des Communes. En fait, les statuts constitutionnels du parti travailliste reconnaissent la suprématie de la Conférence annuelle du parti sur toutes ses autres instances, et lui reconnaissent aussi le droit de décider de la politique du parti. Nombre de chefs travaillistes, soulignant cette suprématie de la Conférence annuelle du parti, ont souvent marqué le contraste entre cette constitution démocratique et la structure hiérarchique du parti conservateur.

La réalité politique, du moins en ce qui concerne le Labour Party, est plus nuancée. Le groupe parlementaire travailliste a toujours refusé de se considérer comme le simple agent de la Conférence annuelle du parti, entièrement soumis à sa volonté. La formule de compromis adoptée en 1907 est restée la base des relations entre les deux organes : la Conférence exprime ses volontés, mais il appartient au groupe parlementaire de décider quand et comment ces volontés doivent être traduites à la Chambre des Communes. Dans la vie politique courante, cette formule a souvent permis au groupe parlementaire de ne pas faire ce qu'avait décidé la Conférence. Néanmoins, il lui serait fort difficile de faire ce que la Conférence lui aurait défendu. Si, par exemple, la Conférence annuelle de 1953 avait décidé de voter contre le soutien d'une politique de réarmement de l'Allemagne fédérale, il eût été quasi-impossible au groupe parlementaire de voter pour à

la Chambre des Communes. Il aurait tout au plus pu jouir de la liberté de vote.

Un gouvernement travailliste, pour sa part, se considère d'abord et avant tout comme le gouvernement de Sa Majesté et non comme le gouvernement du parti. Il cherche à maintenir sa liberté d'action vis-à-vis de la Conférence annuelle. Il y réussit généralement. Il maintient aussi ses distances à l'égard du Comité Exécutif du Parti ; les leaders travaillistes ont toujours repoussé comme entièrement fausses les accusations de leurs adversaires selon lesquelles un gouvernement travailliste serait la créature du Comité Exécutif. L'expérience semble démontrer que ces dénégations sont justifiées.

Mais il est essentiel d'ajouter qu'il eût été bien plus difficile aux *leaders* parlementaires travaillistes d'adopter pareille position et de contenir les militants du Parti, de les empêcher de prendre des décisions jugées embarrassantes, s'ils n'avaient pas joui du soutien des chefs syndicaux ; le vote massif dont ces derniers disposent à la Conférence annuelle a toujours suffi à neutraliser les éléments de gauche du Parti.

Cette dernière remarque m'amène à conclure. Je le ferai très brièvement. Théoriquement, le travaillisme s'est assigné des objectifs extrêmement ambitieux, puisqu'il envisage la refonte des structures sociales anglaises et la création d'une société à base collectiviste inspirée de valeurs entièrement différentes de celles d'une société capitaliste. En pratique, sa politique et ses réalisations ont toujours été bien plus modestes. Il a voulu améliorer, humaniser et démocratiser le fonctionnement et le caractère de la société existante. Ce sont les succès, même relatifs, de ses efforts qui lui ont permis de faire admettre l'écart entre ses buts théoriques et sa pratique courante.

Il tient évidemment un pari de grand enjeu : c'est que la société britannique, sur ses bases actuelles, pourra continuer à assurer à la Grande-Bretagne et à sa classe ouvrière des conditions de vie jugées acceptables. Si tel ne devait pas être le cas, le travaillisme pourrait se voir contraint de repenser et sa pratique et sa théorie. Et s'il devait le faire, son histoire jusqu'alors n'aurait été que la préhistoire du socialisme anglais au XX^e siècle.

